En dépit de tout cela, je suis satisfait de ce projet de loi et des amendements proposés. Je connais un article destiné au numéro de mars 1988 de la revue *The National* et intitulé: «Le comité rapporte les problèmes que pose le projet de loi sur les mesures d'urgence.» Cette revue est publiée par l'Association du barreau canadien, et je cite le passage suivant:

Nous estimons que la définition des diverses catégories de crises doit être améliorée. A l'heure actuelle, le projet de loi permettrait au gouvernement d'invoquer ses pouvoirs pour décréter un état d'urgence en vue de combattre des problèmes tels que le chômage et l'inflation.

Par exemple, un état d'urgence pourrait être déclaré aux termes de ce projet de loi pour maîtriser la situation par suite d'un chômage et d'une inflation à la hausse.

De fait, d'autres pays ont utilisé des lois semblables pour régler certains problèmes, notamment des grèves et d'autres questions analogues. Bien entendu, nous ne voulons rien de ce genre au Canada, du moins je n'en veux pas. Et à mon avis, aucun autre député n'en veut non plus.

Je suis heureux que les amendements qui ont été présentés et adoptés aujourd'hui aient pour effet de préciser le texte du projet de loi. Ils font disparaître une partie du flou qui aurait pu régner et qu'on pourrait exploiter pour utiliser le projet de loi dans ces situations. Je ne prétends pas que le gouvernement ait jamais désiré recourir au projet de loi en situation de grève ou autre. Je ne dis pas cela. Mais il est important que le projet de loi soit perçu comme juste et équitable. Les amendements en question vont lui donner cette image et rendre les Canadiens moins craintifs à son égard, quelles qu'aient été les bonnes intentions de ceux qui ont présenté le projet de loi dans sa forme initiale.

Les députés doivent savoir que je n'ai pas siégé au comité parlementaire qui s'est occupé de ce projet de loi. Mais à en juger par le débat qui a eu lieu aujourd'hui, il paraît évident que le comité était non seulement excellent, mais très bien présidé et très bien organisé. Je félicite les députés de tous les partis qui ont travaillé à ce comité et qui ont présenté les amendements adoptés aujourd'hui.

Il est bien évident que lorsque le gouvernement est d'accord pour adopter des amendements de l'opposition et que les députés d'opposition sont unanimes à adopter des amendements du gouvernement, cela veut dire que la collaboration a régné au comité parlementaire qui s'est occupé du projet de loi. Je souligne ce point, après mes autres collègues qui l'ont déjà fait. Je félicite les députés qui ont travaillé à ce projet de loi au niveau du comité parlementaire.

Après ces quelques mots, monsieur le Président, je vous remercie de m'avoir autorisé à intervenir dans la discussion du projet de loi. J'espère qu'il va être adopté très rapidement.

[Français]

M. Ferland: Monsieur le Président, j'ai peut-être une petite question à poser à mon collègue de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria).

Mesures d'urgence—Loi

Il disait tout à l'heure que dans mon discours j'avais parlé «d'agissement unilatéral du gouvernement fédéral». Je ne crois pas avoir mentionné cela dans mon discours. Cependant, j'ai écouté attentivement ce qu'il a dit, suite aux demandes du premier ministre du Québec, en 1970, et à la lecture qu'il a faite du document, ma compréhension en était que le premier ministre du Québec, à ce moment-là, demandait une aide du gouvernement fédéral, mais il ne demandait pas explicitement, sauf erreur, la mise en application des mesures de guerre comme telles.

Et si je me base sur les déclarations de M. Jamieson qui ont été, jusqu'à un certain point, confirmés par certains ministres de l'époque, dernièrement à la télévision, il apparaîtrait beaucoup plus que le gouvernement fédéral libéral de l'époque avait voulu, justement, utiliser la Loi des mesures de guerre pour ce que nous, nous avons compris en tant que Québécois, comme «le moyen de casser les Québécois». C'était beaucoup plus un moyen de rétorsion que le gouvernement fédéral d'alors voulait imposer aux Québécois, beaucoup plus que de tenter de répondre, tel que cité par mon collègue de Glengarry—Prescott—Russell, à une demande d'aide faite par le premier ministre du Québec.

Alors, j'aimerais qu'il éclaircisse un peu les documents qu'il a lus, parce que la compréhension que j'en ai, est que c'était purement et simplement une demande d'aide et non pas une demande de mise en application des mesures de guerre.

[Traduction]

M. Boudria: Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je vais répondre à mon collègue qui vient de me poser une question. Je vais citer un passage de la lettre du premier ministre du Québec qui dit:

...je demande que des pouvoirs d'urgence soient prévus le plus tôt possible...

Voilà pour le premier point. La phrase suivante dit:

Je demande en particulier que ces pouvoirs comprennent l'autorité d'arrêter et de détenir les personnes que le Procureur général du Québec estime, pour des motifs raisonnables, être dédiées au renversement du gouvernement par la violence et des moyens illégaux.

Je rappelle au député ce qu'a déclaré le maire de Montréal après avoir consulté son chef de police. Il a dit qu'il avait besoin de l'aide «des gouvernements supérieurs». Il a déclaré également que la chose était devenue essentielle pour protéger la société du complot séditieux et de l'insurrection appréhendée dont les enlèvements récents ont marqué le déclenchement. Ces mots ne sont pas de moi, ils sont du maire de la ville et du premier ministre de la province, un premier ministre qui est en fonction aujourd'hui, au moment où nous nous parlons.

Je tiens également à dire au député que s'il a le sentiment que son parti n'aurait pas fait la même chose en 1970 et que l'intervention était si inopportune, alors pourquoi son propre parti a-t-il appuyé la mesure en question à l'époque?